



Thème 4 – Les mutations économiques et sociales en France et en Allemagne, 1945-années 2000

Trente glorieuses, *Wirtschaftswunder* et progrès économique et social dans l'Allemagne de l'Ouest, édification d'un « État socialiste d'ouvriers et de paysans » dans la République démocratique allemande.

La France et l'Allemagne face aux crises (des années 1970 aux années 1990).

Les défis des années 1990-2000 (mondialisation, migrations, nouveaux enjeux : mers et océans, espace, réseaux).

Sommaire

Mise au point scientifique et problématique générale du thème	2
• Problématique	2
• Axes centraux du thème	2
Enjeux historiographiques	7
• Mise en perspective historiographique du thème	7
• Un texte d'historien contemporain allemand et un texte d'historien contemporain français	10
Orientations pour la mise en œuvre	13
• Place du thème dans la scolarité des élèves et le programme de terminale Abibac .	13
• Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves	14
Références bibliographiques et sitographie	16
• Manuels et instruments de travail	16
• Sitographie	17

Mise au point scientifique et problématique générale du thème

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France et l'Allemagne ont connu de profondes mutations économiques et sociales qui ont façonné leur développement et leur positionnement sur la scène internationale. En 1945, les deux pays se trouvent dans des situations très contrastées liées à leur statut d'allié et force d'occupation pour l'un, vaincu et destitué de sa souveraineté pour l'autre. L'heure est à la reconstruction, même si les plans de restructuration de l'Allemagne prévoient un démantèlement de l'industrie, vite abandonné par les alliés occidentaux en raison du contexte de guerre froide et du durcissement de la fracture idéologique de part et d'autre du rideau de fer. Deux modèles politiques antagonistes se développent dans les espaces français et allemands, la France de la libération puis de la reconstruction et l'Allemagne divisée en deux États concurrents, la RFA et la RDA. La division de l'Europe en deux blocs conditionne les évolutions économiques et sociales des deux camps, le « rideau de fer » séparant désormais blocs communiste et capitaliste.

Des changements structurels majeurs ont eu lieu dans les deux pays, allant de la **reconstruction d'après-guerre à la globalisation, en passant par les crises économiques**, les réformes politiques et les changements sociaux. Il s'agit d'analyser, en évitant toute démarche exhaustive, les différences et les similitudes entre les deux pays dans leur parcours de développement économique et social, et de comprendre comment ces transformations ont affecté les relations entre la France et l'Allemagne, notamment dans le cadre de la construction et de l'intégration européenne.

Problématique

En quoi les évolutions économiques et sociales de la France et de l'Allemagne reflètent-elles les changements économiques et sociaux qui s'opèrent à l'échelle mondiale depuis 1945 ? Comment les deux pays, dans leur ressemblance et leurs spécificités, y ont-ils fait face et s'y sont-ils adaptés ?

Axes centraux du thème

Marquées par la « sortie de guerre » et la nécessaire reconstruction, puis par l'affirmation d'un monde bipolaire, qui se fragmente jusqu'à l'implosion de l'URSS en 1991, la France et l'Allemagne tentent de relever les défis économiques et sociaux de cette période pour surmonter les crises et affirmer leur position dans un contexte en mutation constante.

Trente glorieuses, *Wirtschaftswunder* et progrès économique et social dans l'Allemagne de l'Ouest, édification d'un « État socialiste d'ouvriers et de paysans » dans la République démocratique allemande

En RFA et en France : reconstruction et réaffirmation économique dans un contexte de guerre froide, de bipolarisation et de division de l'Allemagne de 1945 aux années 1970

L'immédiat après-guerre se caractérise par un puissant mouvement de reconstruction, soutenu et amplifié par les États-Unis, qui déploient le plan Marshall pour faciliter le développement de l'économie de marché. La France comme la RFA profitent de cette aide pour relancer leur économie.

La reconstruction de l'après-guerre a été marquée par un fort interventionnisme de l'État dans l'économie, avec une politique de nationalisations et une forte protection du marché intérieur. En Allemagne, elle se caractérise aussi par une forte intervention des Alliés, avec une politique de dénazification, de décartellisation et de décentralisation. La nécessité, tant politique qu'économique, de paix et de reconstruction pousse la France et la RFA à fonder la base de leur coopération avec le plan Schuman en 1950 et la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951, qui permet la relance des industries du charbon et de l'acier et crée une association de fait des intérêts industriels des deux pays. Dans ce contexte, le rôle du « tandem franco-allemand » est un des fondements de la réconciliation des deux pays et du processus de construction européenne.

Dans les années 1950, les deux pays connaissent une croissance forte de leur industrie et un véritable essor économique, notamment avec le développement de l'industrie automobile en RFA. Cet essor est qualifié de « miracle économique » (*Wirtschaftswunder*). Pour les contemporains, il est associé à Ludwig Erhard, ministre de l'Économie et défenseur de l'économie sociale de marché. Cette « troisième voie », rejet à la fois du capitalisme libéral et de l'économie dirigée, se situe entre néolibéralisme et interventionnisme politique assurant la justice sociale¹. Du côté français, la période est similaire : c'est ce qu'on appelle les « Trente Glorieuses² ». Elle est caractérisée par un fort taux de croissance annuel, la libéralisation des échanges et la mise en place du marché commun à partir de 1957, favorisant le développement du commerce extérieur. La France restaure sa puissance économique et rattrape son retard sur les États-Unis et le Royaume-Uni. Les années 1950 sont marquées dans les deux pays par l'affirmation du système capitaliste et de l'économie sociale de marché avec son corollaire, la société de consommation. Si la « relance européenne » à partir de 1955 n'est pas une initiative franco-allemande, mais bénéluxienne, le rôle du général de Gaulle et de K. Adenauer puis L. Erhard permet de faire progresser la Communauté économique européenne : la politique agricole commune est mise en place en 1962 et l'union douanière est réalisée en 1968.

Sur le plan social, la progression des salaires est régulière et les prestations sociales s'intensifient, notamment avec la création de la Sécurité sociale en France. Le droit de vote est accordé aux femmes françaises en 1944. Les années 1960 sont le temps d'importants mouvements sociaux, tels que le mouvement et les grèves de 1968, qui ont conduit à des réformes structurelles (accords de Grenelle). En RFA, les années 1960 sont un temps de tensions politiques et sociales importantes, marquées par l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes, la libéralisation des mœurs et la montée du mouvement étudiant (*Außerparlamentarische Opposition*, APO). Cela conduit à une crise de confiance dans les institutions et à une polarisation politique croissante.

En RDA

L'évolution économique de la République démocratique allemande (RDA) de 1949 à 1990 a été marquée par plusieurs phases, caractérisées par des politiques économiques différentes, des fluctuations économiques et des crises. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne de l'Est est placée sous l'influence soviétique et connaît, après des démontages d'usines au profit de l'Union soviétique, une

1. Henrik Uterwedde, « L'économie sociale de marché : la jeunesse d'un référentiel », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 91 | 2009, p.23-30. Disponible en ligne : <http://journals.openedition.org/rea/3695>

2. L'expression est due à Jean Fourastié, économiste français, en référence aux « Trois Glorieuses » de juillet 1830.

forte industrialisation fondée sur les nationalisations et la planification économique centralisée. Dans les années 1950 et 1960, la RDA connaît une croissance économique relativement forte, mais elle se concentre principalement sur la production de biens industriels, au détriment de la production de biens de consommation. Le développement économique de la RDA après 1945 a été influencé par plusieurs facteurs. L'industrialisation, appuyée sur l'utilisation de ressources naturelles comme le charbon, le lignite et le minerai de fer, a favorisé la croissance de l'industrie lourde, dans les secteurs de la sidérurgie, de la construction de machines et de l'industrie chimique. Les investissements étrangers tels que l'aide économique et technique de l'Union soviétique, et de plusieurs pays du bloc de l'Est ont joué un rôle central sous la forme d'investissements directs, de prêts et de transferts de technologie. En échange, la RDA a fourni des matières premières et des biens manufacturés³ ou encore de la main-d'œuvre qualifiée.

La France et l'Allemagne face aux crises (des années 1970 aux années 1990)⁴

Face au ralentissement de la croissance sous le double effet de la crise structurelle du système monétaire et du choc pétrolier (1973), les économies française et ouest-allemande éprouvent la stagflation et sont contraintes de mener des restructurations génératrices d'un chômage structurel et croissant. Les politiques économiques sont de plus en plus convergentes malgré des tentatives initiales dispersées (Schmidt et Kohl avec la priorité au profit d'entreprise et la réduction des déficits publics, Mitterrand et la politique de relance). À partir de 1983, le but est la compétitivité économique, la réduction du déficit budgétaire et le recul du secteur public dans un contexte d'internationalisation croissante des économies. L'accent est mis sur la performance des entreprises à l'étranger. En 2003, l'Allemagne est devenue la première puissance exportatrice mondiale.

La construction européenne se poursuit sous la présidence Pompidou, qui entérine avec Bonn la PAC et accepte un premier élargissement. Cependant, les différences de conceptions avec le chancelier Brandt empêchent de concrétiser l'Union économique et monétaire, tandis que la France cherche un contrepoids à la puissance allemande du côté britannique. L'impulsion franco-allemande se manifeste de nouveau par la relance institutionnelle, le rapprochement des politiques économiques et la création du Système monétaire européen sous Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, puis à partir de 1983 et 1985 avec l'adoption et la mise en œuvre de l'Acte unique européen pour la réalisation du grand marché intérieur.

Évolution de la RDA

Dans les années 1970 et 1980, la RDA connaît une période de stagnation économique et de crise. L'économie de la RDA est marquée par des problèmes structurels, notamment la faible productivité, le manque d'innovation et l'inefficacité de la planification économique centralisée. Ces problèmes ont conduit à une stagnation économique, à des pénuries de biens de consommation et à une baisse de la qualité de vie de la population, ce qui a finalement contribué à la chute du régime communiste en 1989 et à la réunification de l'Allemagne. À la fin des années 1980, la RDA tente de réformer son économie et d'adopter des éléments de l'économie de marché, mais ces réformes sont insuffisantes pour éviter l'effondrement économique.

3. L'Union soviétique a fourni une aide économique et technique importante à la RDA, notamment dans les domaines de l'énergie, de la construction de machines et de la technologie spatiale. De même, la Pologne a investi dans l'industrie alimentaire de la RDA, tandis que la Tchécoslovaquie a fourni des équipements pour l'industrie automobile. Ces investissements ont contribué au développement de l'industrie et des infrastructures, mais ont également conduit à une forte dépendance économique à l'égard de ces pays.

4. Peter Geiss, Guillaume Le Quintrec, *L'Europe et le monde depuis 1945*, Nathan-Klett, 2006, p. 282-283.

En 1990, la RDA est réunifiée avec l'Allemagne de l'Ouest et les deux économies sont fusionnées. Si la société de consommation s'est imposée puis généralisée à l'Est à partir des années 1990, les crises structurelles des années 1970 ont mis à mal l'État-providence et conduit à la mise en place de politiques de dérégulation. La croissance et le pouvoir d'achat se sont fortement ralentis, générant de nouvelles formes de pauvreté. La volonté de réformer dans le sens d'un désinvestissement de l'État a conduit à revenir sur les acquis sociaux (retraite, protection sociale). Cependant, les droits des femmes ont progressé⁵.

Les défis des années 1990-2000 (mondialisation, migrations, nouveaux enjeux : mers et océans, espace, réseaux)

Les années 1990 sont celles de l'affirmation de la mondialisation et de l'Europe, ainsi que des défis liés à l'intégration des migrants et à la montée du populisme. La politique économique des deux pays est orientée vers l'innovation, la compétitivité et la modernisation. Les années 2000 sont marquées par une croissance économique plus faible, une montée des inégalités et une polarisation sociale. Le couple franco-allemand œuvre pour accélérer l'intégration économique (traité de Maastricht, passage à l'euro). L'Allemagne n'a adhéré qu'avec beaucoup d'hésitations à la création de l'Union économique et monétaire, dont elle s'est efforcée de dicter l'esprit et les règles de fonctionnement. La défense de ces règles explique pour l'essentiel la défense par Berlin du primat de la stabilité monétaire, de la rigueur budgétaire, de la lutte contre les déficits et l'endettement public et des réformes structurelles. Toutefois, la République fédérale a aussi de nombreuses fois fait preuve de souplesse, quitte à mettre entre parenthèses le respect des règles qu'elle a elle-même fixées. Car l'eurozone n'est pas qu'un projet économique, axé sur la stabilisation du marché intérieur de l'UE. C'est aussi un projet politique, voire stratégique, qui permet de stabiliser l'Europe dans un environnement de plus en plus concurrentiel, voire conflictuel. En témoignent les prises de décisions des Allemands pour relancer l'économie et faire face à la crise du Covid-19 récemment⁶.

La mondialisation a eu un impact significatif sur les modèles sociaux de la France et de l'Allemagne, remettant en question certains des principes qui avaient été établis dans ces pays. La France et l'Allemagne sont des acteurs majeurs de la mondialisation économique des années 1990 à 2000, mais elles connaissent des évolutions différentes en matière de stratégies économiques et d'adaptation aux changements économiques mondiaux. **En France**, la mondialisation est associée à une augmentation de la concurrence internationale, qui exerce une pression sur les coûts et les salaires. La période est celle d'une tentative de modernisation et de libéralisation de l'économie, avec la mise en place de réformes structurelles visant à encourager la compétitivité des entreprises et à favoriser la croissance économique. Parmi ces réformes, on peut citer la privatisation de certaines entreprises publiques, la réduction des dépenses publiques, la réforme des retraites, la décentralisation et la réduction du temps de travail. Cependant, malgré ces efforts, la France connaît une période de croissance économique relativement faible dans les années 1990, en grande partie due à la stagnation de la productivité et à la concurrence accrue des pays émergents. La France est également confrontée à des défis sociaux et politiques, tels que la montée du chômage et les tensions sociales, qui ont affecté sa capacité à s'adapter aux changements économiques mondiaux. **En Allemagne**, la mondialisation a aussi un impact significatif sur le modèle social. La période est également marquée

5. Peter Geiss et Guillaume Le Quintrec, *L'Europe et le monde depuis 1945*, Nathan-Klett, dossier p. 288-289.

6. Hans Stark, « L'Allemagne et l'Union économique et monétaire. Entre volonté d'intégration européenne et affirmation des intérêts nationaux », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2020/3 (N° 233), p. 81-93. Disponible [en ligne](#).

par la réunification du pays en 1990 et par une transformation économique majeure, avec l'adoption d'une économie de marché et d'une intégration accrue dans l'économie mondiale. L'Allemagne connaît une période de croissance économique forte dans les années 1990, en grande partie due à sa position de leader dans les secteurs de l'ingénierie, de l'automobile et de la haute technologie. Les défis sociaux et économiques sont cependant importants, notamment avec la nécessité de réduire les coûts et d'améliorer la compétitivité des entreprises, ainsi que la gestion de la transition économique et sociale de l'ex-RDA. Le chômage est relativement élevé dans les années 1990, ce qui conduit à une remise en question du modèle social allemand. La réforme du marché du travail, appelée Agenda 2010, est mise en place pour rendre l'économie allemande plus compétitive à l'échelle internationale. Cependant, cette réforme est également critiquée pour avoir réduit les protections sociales pour les travailleurs, en particulier les travailleurs à temps partiel et les chômeurs de longue durée. Les critiques affirment que la réforme a des effets néfastes sur les salaires et la qualité de vie de certains travailleurs.

En Allemagne de l'Est, la conversion au capitalisme a été un processus complexe et difficile qui a commencé après la chute du mur de Berlin en 1989 et s'est poursuivie avec la réunification de l'Allemagne en 1990 avec la réforme de l'économie planifiée, dirigée par l'État depuis sa création en 1949. Le gouvernement de la RDA a dû faire face à une économie dépassée, inefficace et non compétitive sur le marché international. La privatisation de nombreuses entreprises publiques a permis de stimuler la croissance économique et de créer des emplois, mais a également entraîné une hausse du chômage dans certaines régions de l'ex-RDA. Son intégration dans l'économie de marché a également eu des répercussions importantes sur les citoyens, élevés dans un système socialiste. La privatisation et la libéralisation ont entraîné une hausse des prix et une perte de sécurité de l'emploi pour de nombreuses personnes ainsi que de profondes transformations culturelles, provoquant tensions et incertitudes⁷.

La question migratoire en France et en Allemagne est devenue un sujet important en France à partir des années 1990, avec l'arrivée de migrants venant principalement de pays d'Afrique, du Moyen-Orient et des Balkans. L'immigration est toutefois un sujet de débat et de controverse depuis les années 1970. Après une période d'ouverture liée aux besoins de main-d'œuvre durant les Trente Glorieuses, les crises structurelles et la montée du chômage ont conduit à des politiques plus restrictives. Dans les années 1990, la question de l'immigration en France et en Europe est au centre des débats politiques et sociaux. La convention de Schengen de 1990 facilite la libre circulation des personnes entre les pays signataires, mais renforce les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne. La France décline cette orientation par une politique d'immigration marquée de mesures durcissant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans le pays : en 1993, la loi Pasqua limite l'immigration familiale ; en 1997, la loi Debré met en place un système de quotas pour l'immigration professionnelle de travailleurs étrangers non qualifiés. Ces années sont celles d'une augmentation significative du nombre de migrants venant des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe centrale ainsi que des demandeurs d'asile venant de pays tels que l'Irak et l'Afghanistan. En Allemagne, la gestion politique de ces nouveaux flux évolue face à la volonté de reconnaître les Russes-Allemands, jouissant du droit du sang et reconnus comme Allemands, et une nécessaire évolution vers un droit du sol à partir des années 2000 en direction de populations installées depuis les années 1960 en Allemagne.

7. Ilko-Sascha Kowalczyk, « La réunification n'a rien changé à la vie des Allemands de l'Ouest. Pour ceux de l'Est, elle a tout changé », *Le Monde*, 3 octobre 2020.

En 2000, la France et l'Allemagne exploitent leur domaine maritime respectif pour en faire un atout de puissance internationale. Sur le plan économique, les deux pays ont des industries maritimes importantes. La France possède la deuxième plus grande zone économique exclusive (ZEE), étendue sur tous les océans, une industrie de construction navale bien établie, ainsi qu'une flotte de pêche importante. L'Allemagne est un important producteur de navires et de technologies marines et a une présence significative dans le secteur de l'énergie éolienne en mer. En termes touristiques, les côtes sont une source importante de revenus pour les deux pays. La France est particulièrement connue pour son tourisme balnéaire de la côte atlantique à la côte méditerranéenne. Sur le plan environnemental, les deux pays sont confrontés à des défis liés à la pollution marine, à la surpêche et au changement climatique ; ils travaillent ensemble à l'échelle européenne pour trouver des solutions durables et protéger les écosystèmes marins.

Enjeux historiographiques

Mise en perspective historiographique du thème

Une place modeste mais revisitée de l'histoire économique

L'histoire économique est en renouvellement, notamment depuis la crise de 2008 qui l'a ramenée sur le devant de la scène. En effet, des événements comme la crise grecque, celles du Portugal et de l'Irlande et les interrogations sur la dette américaine, après la défaillance d'une large partie de la banque d'affaires Lehman Brothers, ont fait surgir de nouvelles interrogations.

Même si l'histoire économique n'occupe pas, en France, la place qu'elle tient dans les pays anglo-saxons, elle a pourtant connu, depuis les années 1970, un profond renouvellement. D'une histoire économique globale, d'inspiration largement marxiste, les historiens économistes sont passés à des interrogations plus microéconomiques autour de domaines pionniers (l'analyse des réseaux, l'histoire économique de l'État, les relations économiques internationales, le développement économique régional et, de façon plus récente, l'histoire des produits, du patrimoine industriel et des mondes coloniaux). Deux domaines sont particulièrement dynamiques : l'histoire de l'innovation d'une part, celle des entreprises de l'autre. Des changements de paradigmes ont eu lieu ces dernières décennies avec l'évolution de l'histoire économique et sociale vers des approches plus subjectives, prenant en compte les catégories et leur histoire, les enjeux de pouvoir et de contrôle des ressources, ainsi que les dimensions transnationales et globales des dynamiques économiques et sociales comme notamment la mondialisation. Les travaux ont souligné l'importance des formes d'organisations intermédiaires existant entre l'État et le marché⁸ : alliances entre firmes, entre producteurs ou consommateurs, syndicats et partis politiques ; le rôle des hiérarchies privées, de communautés, réseaux d'individus ou d'entreprises. Contesté, l'État n'a jamais été autant étudié. Les historiens ont montré qu'il n'est pas isolé, qu'il peut être prédateur, qu'il constitue l'un des vecteurs du développement.

De nouveaux espaces pour la recherche

Les recherches sur l'économie française se sont renouvelées sous l'impulsion d'une nouvelle génération d'historiens, mais aussi d'un intérêt croissant des économistes pour l'histoire. Celle-ci bénéficie des avancées dans quatre domaines pionniers.

8. Patrick Fridenson, « Tendances actuelles des recherches en France sur l'histoire économique et sociale contemporaine », *Historiens et Géographes*, n° 378 (janvier 2002), p. 181-188.

Un premier axe concerne l'analyse des réseaux dans toutes leurs dimensions : morphologie, infrastructure, fonctionnalité, mode de régulation, territorialité. D'importants travaux collectifs à l'échelle européenne se sont focalisés sur trois types de problèmes : la constitution des grands réseaux européens, c'est-à-dire la formation des grands axes et des systèmes intermodaux ; l'exploitation de ces réseaux et systèmes intermodaux ; la structuration de l'espace européen. À l'échelle française ont été analysés le développement et les modes de gestion du réseau gazier, l'interconnexion électrique internationale de la France du début du siècle à 1946, l'histoire du tunnel sous la Manche ou celle de la liaison Rhin-Rhône. La question de l'impact sur l'urbanisation n'a pas été négligée.

Un deuxième axe concerne l'histoire économique de l'État et notamment la naissance de l'économie sociale et de la protection sociale. Les recherches les plus neuves ont concerné les années 1930, 1940 et 1950. Dans la tradition des grands colloques de Sciences Po, certaines publications ont réexaminé ainsi les politiques économiques. Le rôle des acteurs a été de mieux en mieux mis en évidence.

Un troisième axe porte sur les relations économiques internationales, vues sous l'angle de la diplomatie économique française. Une recherche de grande ampleur sur « la France, l'aide américaine et la construction européenne » a montré combien furent malaisées, en dépit de la manne du plan Marshall, les vastes entreprises de la reconstruction, de la modernisation et de l'intégration européenne. Les historiens ont adopté, de plus en plus, une démarche comparative, ainsi pour l'étude de la reconstruction industrielle de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

Un quatrième axe concerne l'histoire sociale, profondément et durablement imprégnée par ces renouvellements historiographiques. Elle a ainsi privilégié l'histoire des groupes sur celle des individus, vus comme inexorablement conditionnés par leur place dans le processus de production. Depuis les années 1970-1980, ce déterminisme économique a été infléchi et renouvelé par de nouvelles approches comme celle de la micro-histoire, qui réhabilite l'individu en l'appréhendant sous différentes dimensions (milieu, origine géographique, sexe, etc.) et le plaçant à l'intersection d'un réseau complexe d'interactions (influences, coopérations, affrontements) avec son environnement et son époque. L'histoire des mentalités, celle de la vie quotidienne, l'histoire culturelle au sens large (*neue Kulturgeschichte*) ont elles aussi apporté leur pierre à l'édifice. Quant à l'histoire des femmes et celle des genres par exemple, elles sont venues traverser les classes sociales.

L'étude particulière de la transition économique en Allemagne

De nombreux historiens ont étudié les modalités et effets de la réunification, notamment sur les espaces de l'ex-RDA en montrant les difficultés, particulièrement la transformation de l'économie socialiste de la RDA en une économie de marché et son intégration dans l'espace économique de l'Allemagne unifiée. Ceci donne lieu à des controverses en matière de politique économique. Parmi les enjeux cruciaux figuraient la politique de privatisation de l'économie de la RDA par la *Treuhandanstalt* et les formes de financement des coûts de l'unification. On évoque aussi bien le positionnement des principales forces politiques ouest- et est-allemandes par rapport à ces enjeux que celui des experts économiques ou des institutions comme la *Bundesbank*. Dans l'ensemble, la stratégie de transformation a pris la forme d'une « thérapie de choc » pour l'Allemagne de l'Est, marquée par un optimisme exagéré dans

les forces d'autorégulation du marché et des résultats mitigés⁹. De même, des travaux récents analysent le renouveau du tissu industriel dans les *Länder* de l'Est, dont la population paie encore le prix, trente ans après l'effondrement économique¹⁰.

Histoire internationale et économie

Les dimensions économiques sont encore peu présentes au sein de la nouvelle histoire internationale allemande, qui a privilégié les sciences sociales plutôt que l'économie, ce qui contraste avec le poids de l'économie dans les relations internationales depuis 1989.

À côté des mécanismes économiques internationaux, l'histoire internationale économique investit cependant le champ de l'histoire de l'intégration européenne. Dans le prolongement des travaux de Guido Thieme sur les origines de la politique agricole commune (PAC), l'Institut historique allemand (IHA) de Paris a servi de cadre à la réalisation d'un projet de recherche collectif dirigé entre 2007 et 2011 par Mark Spoerer et traitant de l'histoire de la PAC dans une perspective d'histoire économique et politique pour les années 1960-1980.

De même, les travaux de Marie-Bénédicte Vincent montrent le caractère global de l'histoire allemande en retraçant le rôle des échanges et des circulations.

Le couple franco-allemand dans l'évolution économique de la France et de l'Allemagne

Les années cinquante et surtout les années soixante du vingtième siècle sont marquées par une place centrale et prépondérante de la France au sein de la politique ouest-européenne et dans le cadre des relations franco-allemandes. Puis, les deux décennies depuis la fin des années soixante jusqu'à la fin de la guerre froide sont caractérisées par une sorte d'équilibre des déséquilibres entre la puissance politico-militaire de la France et la puissance économique-monnaire de la RFA. La nouvelle époque qui s'est ouverte en 1990 marque-t-elle un glissement vers une hégémonie allemande au sein du « couple » franco-allemand, et au-delà, dans cette Europe nouvelle ? Et même au cas où la qualité des relations bilatérales peut être maintenue et développée, la force commune d'entraînement du tandem franco-allemand au sein d'une Union européenne élargie, ne se trouve-t-elle pas forcément diminuée ?

L'évolution des relations bilatérales entre la France et l'Allemagne depuis la fin de la guerre froide a pu donner l'impression qu'un changement profond était intervenu, surtout en ce qui concerne leur capacité conjointe à donner une impulsion à la construction européenne. Pourtant, au cours de la dernière décennie, la mutation des relations franco-allemandes au sein de l'Union s'est accompagnée d'une rhétorique officielle de la continuité qui s'avère de plus en plus décalée par rapport à la réalité.

9. Bernd Zielinski, « L'unification économique de l'Allemagne en 1990. Une thérapie de choc controversée », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011/2 (n° 110), p. 97-110. Disponible [en ligne](#).

10. Dorothea Bohnekamp, « Réunification allemande : La création d'îlots de prospérité participe à la revitalisation de l'ensemble du territoire est-allemand », *Le Monde*, 2 octobre 2020.

Un texte d'historien contemporain allemand et un texte d'historien contemporain français

Manfred Görtemaker, « *Entwicklungen nach der Wiedervereinigung* », 20 octobre 2015.

Disponible [en ligne](#) sur le site du Bundeszentrale für politische Bildung.

Die innergesellschaftliche Entwicklung Deutschlands nach der Wiedervereinigung schwankte zwischen Euphorie und Ernüchterung. Im Überschwang der Gefühle, die sich mit den überstürzenden Ereignissen der Wendezeit 1989/90 verbanden, wurden vielfach die Schwierigkeiten übersehen, die der als Folge der Wiedervereinigung notwendige Strukturwandel in beiden Teilen Deutschlands mit sich bringen würde. Als Bundeskanzler Kohl am 21. Juni 1990 in einer Regierungserklärung vor dem Bundestag behauptete, nur die Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion zwischen den beiden deutschen Staaten biete „die Chance, dass Mecklenburg-Vorpommern, Sachsen-Anhalt, Brandenburg, Sachsen und Thüringen bald wieder blühende Landschaften sein werden, in denen es sich zu leben und zu arbeiten lohnt“, weckte er Erwartungen, die zunächst nur schwer einzulösen waren. Der Begriff verkehrte sich dadurch in sein Gegenteil und wurde zum Sinnbild für die Deindustrialisierung Ostdeutschlands: Unter „blühenden Landschaften“ wurden jetzt nicht renovierte Dörfer, pulsierende Städte und florierende Wirtschaftsparks verstanden, sondern stillgelegte Industrielandschaften und Rangierbahnhöfe, die sich die Natur zunehmend zurückeroberte. [...]

Ob dieser Absturz vermeidbar gewesen wäre, zumal in anderen Transformationsländern wie Polen, der Tschechoslowakei oder Ungarn vergleichbare wirtschaftliche Einbrüche ausblieben, ist fraglich. Die Währungsumstellung war politisch ebenso geboten wie die rasche Anhebung der Löhne, die zwar noch lange unter dem Niveau der alten Bundesrepublik blieben, aber doch nur in seltenen Fällen der Produktivität der Betriebe entsprachen. Der 1:1-Umtauschkurs wurde von der ostdeutschen Bevölkerung und von allen ostdeutschen Parteien mit großem Nachdruck gefordert. Ein Verzicht auf die sofortige Anhebung der Löhne hätte die Gefahr sozialer Unruhen mit sich gebracht oder eine Fortsetzung der Massenabwanderung nach Westdeutschland bewirkt. Die Devisenknappheit der ehemaligen Kunden aus dem Rat für Gegenseitige Wirtschaftshilfe (RGW) war von westlicher Seite nicht zu beeinflussen. Und eine Inflationsfinanzierung der Nachfrage kam – anders als in den osteuropäischen Ländern – in Deutschland nach den Erinnerungen an die Inflation 1923 und 1948 nicht in Betracht, zumal die Bundesbank schon in der Währungsumstellung vom 1. Juli 1990 eine Gefahr für die Stabilität der DM sah. Damit aber blieb keine andere Wahl, als die ostdeutsche Wirtschaft einer „Schocktherapie“ auszusetzen, die sie nicht überleben konnte. [...]

Von einem gänzlichen Zusammenwachsen der beiden deutschen Teilsellschaften kann zwar auch mehr als zweieinhalb Jahrzehnte nach dem Mauerfall noch immer nicht die Rede sein. Doch das lange beschworene Bild der „Mauer in den Köpfen“ ist inzwischen nicht mehr angemessen. In einer 2014 vom Zentrum für Sozialforschung an der Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg erstellten Studie, die von der Beauftragten der Bundesregierung für die neuen Bundesländer, Iris Gleicke, in Auftrag gegeben wurde, wird unter dem Titel „Sind wir ein Volk? 25 Jahre Friedliche Revolution und Deutsche Einheit“ festgestellt, dass die meisten Deutschen (im Westen 83 Prozent, im Osten 76 Prozent) mit ihrem Leben zufrieden sind. Die Wiedervereinigung empfinden 77 Prozent der Ostdeutschen und immerhin auch 62 der Westdeutschen für sich persönlich als vorteilhaft. „Ungeachtet der Mängelrügen, die aus west- und ostdeutscher Sicht der Bundesrepublik für die Zeit nach 1990 erteilt werden“, so heißt es in der Studie wörtlich, „und trotz etlicher von Ostdeutschen mehrheitlich positiv erinnelter Facetten des Systemprofils der DDR sind sich vier Fünftel im Osten wie im Westen des Landes gleichermaßen darin einig, dass die Wiedervereinigung für Deutschland als Ganzes vorteilhaft war.“

Dieser Eindruck verstärkt sich noch bei der Frage, ob man sich in der Bundesrepublik „politisch zu Hause“ fühle. Zwar wurde diese Frage nur von knapp der Hälfte der Ostdeutschen insgesamt (bei den Westdeutschen waren es fast drei Viertel) bejaht. Aber in der jüngeren Generation der 14- bis 29-Jährigen ergab sich ein völlig anderes Bild: Hier erklärten 64 Prozent im Westen und 65 Prozent im Osten, dass sie in der Bundesrepublik ihre politische Heimat sehen. Dieses nahezu identische Meinungsbild der jüngeren Generation zeigt, dass die Jüngeren sich – anders als die älteren, noch direkt von der Wiedervereinigung betroffenen Menschen – weit überwiegend mit „ihrer“ Bundesrepublik identifizieren. Bei der Vorstellung der Studie erklärte daher Iris Gleicke, es gebe „klare Belege dafür, dass Ost und West seit der Wiedervereinigung im Sinne Willy Brandts zusammenwachsen“.

Pierre-Emmanuel Thomann, « Le couple franco-allemand et la dimension géopolitique de la crise de l'euro », *Hérodote*, 2013/4 (n° 151), p. 39-59.

Disponible [en ligne](#).

La crise de l'euro, qui a démarré après la crise financière mondiale de 2008, a souligné la persistance des divergences et arrière-pensées franco-allemandes par rapport à l'union économique et monétaire. Les deux voisins ont d'abord réagi de manière différente avant de chercher à démontrer devant l'urgence la solidité du noyau européen et son caractère incontournable pour toute décision de nature politique concernant l'avenir du continent européen. Les désaccords et compromis franco-allemands renvoient à des représentations nationales différenciées, mais aussi communes, sur le rôle de l'union économique et monétaire et sur ses finalités. Selon le chercheur allemand Henrik Uterwedde, « le grand défi que constitue la crise financière et économique mondiale, qui a plongé l'Allemagne comme ses voisins dans une situation d'une difficulté sans précédent, montre bien l'actualité du référentiel de l'économie sociale de marché, et ceci à double titre : d'une part, la révélation des limites d'un libéralisme sans normes et d'un capitalisme sans éthique, ainsi qu'un rappel au retour de l'État s'accordent bien avec l'éthique de l'économie sociale de marché qui cherche à encadrer le fonctionnement des marchés et à faire valoir les valeurs dépassant la seule quête du profit ». « D'autre part, l'économie sociale de marché est de plus en plus vue comme un référentiel utile dans la recherche d'une sortie de crise au niveau international » [Uterwedde, 2009, p. 29]. L'économie sociale de marché s'inspire de l'école de Francfort, qui a développé un modèle économique que l'on nomme l'ordo-libéralisme. Il propose une voie différente du libéralisme de type anglo-saxon que l'on qualifie de « laisser-faire » et de « l'économie planifiée » qui fut appliquée dans les régimes communistes. L'État fixe un cadre, un ordre pour les activités qui relèvent des individus. Selon l'ordo-libéralisme, le principe de concurrence et le marché sont plus performants pour générer la prospérité que le dirigisme économique. [...] Lorsque Konrad Adenauer est devenu chancelier en 1949, il a décidé d'appliquer le modèle d'économie sociale de marché à la jeune République fédérale sous l'impulsion de son ministre de l'Économie Ludwig Erhard, qu'on associe en Allemagne au « miracle économique allemand » d'après-guerre.

L'économie sociale de marché et les Français : Après la Seconde Guerre mondiale, le contraste est très grand entre l'ordo-libéralisme allemand et les conceptions françaises plus étatistes. Les représentations françaises de l'économie sont issues de la Révolution française et de sa conception de la République avec la nation souveraine, le centralisme et l'héritage colbertiste. Tous ces héritages aboutissant au primat de la politique sur l'économie. Néanmoins, ces conceptions françaises ont évolué dès la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la nomination par le général de Gaulle de Jean Monnet au Plan. Influencé par la politique du *New Deal* aux États-Unis où il a séjourné dans les années 1930 et pendant la guerre, il a introduit en France une conception plus libérale de l'économie.

Plus tard, dans les années 1970, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, le modèle économique français s'est inspiré du modèle allemand pour développer une économie sociale de marché à la française sous la pression de la crise pétrolière et pour rattraper les performances économiques supérieures de son voisin. Cependant, le véritable tournant se situe en 1983, avec l'échec de la politique de relance du nouveau gouvernement socialiste qui a dû se résoudre à changer de cap pour rester dans le système monétaire européen (SME), après des négociations très tendues avec les Allemands. Le tournant de 1983 est considéré comme le virage du président Mitterrand vers une politique orientée vers la construction européenne, avec le choix de s'engager vers la stratégie du franc fort, c'est-à-dire de s'arrimer au *deutsche Mark*. L'intégration européenne, notamment avec le lancement de la monnaie unique en 1999, a accéléré la transformation de la vision française. L'introduction de l'euro s'est en effet accompagnée de compromis sur les principes de l'union économique et monétaire proches des conceptions des Allemands, qui en retour ont abandonné le Mark.

Les gouvernements allemand et français ont partagé l'objectif de faire de la monnaie unique l'un des moteurs du projet européen, dont l'existence est relative aux deux enjeux majeurs suivants : maintenir un équilibre franco-allemand et construire une alliance de pouvoir vis-à-vis des acteurs extérieurs. Derrière cette vision commune de l'euro comme monnaie politique, les finalités n'en restent pas moins différenciées. Un penchant pour l'intervention de l'État restant plus important en France qu'en Allemagne, l'économie et la monnaie doivent être au service de l'*Europe puissance*. De même que, pour les Français, le projet européen est, dès l'origine, un moyen d'équilibrer le poids de l'Allemagne dans le domaine économique et monétaire, mais doit aussi servir à faire de la puissance économique allemande un atout pour la France et l'Europe. En revanche, pour les Allemands, l'euro est un instrument économique au service de la prospérité et de l'efficacité économique, l'Allemagne étant vue comme une puissance exportatrice dans une *Europe de la stabilité*. L'euro est alors un moyen de préserver le modèle économique allemand et d'influencer de manière décisive les règles européennes et mondiales. La crise de 2008 sera l'occasion pour les gouvernements français [successifs] de tenter de remettre en cause certains des principes issus de l'économie sociale de marché allemande adoptée au niveau européen, et pour le gouvernement allemand de les défendre.

Orientations pour la mise en œuvre

Place du thème dans la scolarité des élèves et le programme de terminale Abibac

En classe de quatrième, les élèves ont étudié, dans le cadre du thème 2 : L'Europe et le monde au XIX^e siècle, la question de l'Europe de la « révolution industrielle ». Celle-ci est reprise et approfondie en classe de première Abibac au thème 2 – Naissance et mutations des sociétés industrielles, du XIX^e au début du XX^e siècle, en étudiant l'industrialisation à l'échelle européenne : France/Allemagne, deux exemples et deux modèles ainsi que les sociétés industrielles (urbanisation, nouveaux débats) et des études de cas de villes (Paris et Berlin) et d'entreprises (Schneider et Siemens).

En classe de troisième, dans le cadre du thème 3 « Françaises et Français dans une république repensée », la thématique « Femmes et hommes dans la société des années 1950 aux années 1980 : nouveaux enjeux sociaux et culturels, réponses politiques » a pu donner aux élèves un premier cadre des évolutions sociales et sociétales des années de croissance retrouvée puis de crise installée en France.

En classe de terminale Abibac, il s'agit du 4^e et dernier thème au programme. Il intervient dans la continuité du thème 3, qui met également en perspective la place de l'Europe, de la France et de l'Allemagne dans les relations internationales sur la même période, de 1945 jusqu'aux années 2000, sans aborder les questions d'économie et de société. Certaines politiques européennes sont traitées dans le programme de géographie de terminale générale au thème 3 « L'Union européenne dans la mondialisation » et ont des conséquences sur l'évolution de la gestion des économies françaises et allemandes après 1993 (traité de Maastricht).

Le bornage chronologique fait débiter l'étude des questions économiques et sociales dès 1945, soit en sortie de guerre, à la fois année de la capitulation allemande mais aussi début de la réalité de l'occupation militaire et de ses corollaires politiques et économiques pour la France et l'Allemagne, l'une associée au camp des vainqueurs et force d'occupation de l'autre, orpheline de souveraineté. À partir de 1947, il s'agit d'analyser les évolutions économiques et sociales de la France et de l'Allemagne, d'en comprendre les points communs et les divergences et de mettre en perspective la singularité de l'Allemagne de l'Est comme élément du bloc communiste par rapport au camp occidental représenté par l'Allemagne de l'Ouest et la France. Cette dichotomie en résonance de la bipolarité instituée par le développement de la guerre froide en Europe et plus largement dans le monde interroge les cadres économiques et sociaux des trois pays jusqu'en 1990 et la réunification. La mention « année 2000 » relève d'un bornage plus indéfini, qui renvoie au tournant du millénaire, ouvrant sur un monde multipolaire, qui a dépassé le clivage Est-Ouest en Europe pour ressouder une Europe qui tente une intégration inédite destinée à un élargissement à la fois oriental et méridional (2004) de son modèle libéral.

Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves

En histoire économique et sociale, l'approche quantitative est toujours utile pour mesurer des évolutions, lire puis expliquer des comparaisons. Une carte de l'industrialisation en Europe est également nécessaire. Des photographies ou encore certaines ressources vidéo comme les archives filmées de l'INA pour la France ou pour l'Allemagne¹¹, des affiches et leur rôle dans le cadre de l'affirmation de la société de consommation¹² permettent une approche en **histoire des arts**. Le travail comparé autour d'un « produit » industriel tel que la « coccinelle » de Volkswagen ou encore la R4 de Renault selon l'approche des publicitaires permet par exemple d'illustrer l'évolution parallèle de la France et de la RFA en termes de consommation et d'évolution vers un modèle où l'automobile joue un rôle central du point de vue des enjeux économiques mais aussi des pratiques.

L'étude de territoires industriels tels que les bassins miniers du nord de la France et de la Ruhr sont également une possibilité en partant de plusieurs cartes qui retraceraient les évolutions entre 1945, les années 1960, 1970 et aujourd'hui. Les cartes sont également une entrée pour **l'étude comparatiste des flux migratoires** sur les mêmes années, en s'intéressant aux pays d'origine (Maghreb pour la France, Turquie pour l'Allemagne) et en étudiant l'ouverture à de nouveaux pays émetteurs après l'effondrement du bloc communiste et la plus récente crise migratoire au Moyen-Orient. Cette analyse peut se faire au moyen de cartes localisant les foyers de concentration des migrations (Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Bade-Wurtemberg, Bavière). Le thème peut également être traité en travaillant sur la comparaison des politiques migratoires françaises et allemandes. On veillera cependant à ne pas traiter les migrations uniquement sous l'angle des flux.

Sur la décennie 1990-2000, de nombreux liens peuvent être effectués avec la géographie en montrant l'affirmation de la France et de l'Allemagne dans la mondialisation à partir des années 1990.

11. L'INA propose un certain nombre de ressources en allemand sur [cette page](#).

12. Valérie Sacriste, « Communication publicitaire et consommation d'objet dans la société moderne », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 112, no. 1, 2002, p. 123-150. Disponible [en ligne](#).

Supports pédagogiques

Tableau comparatif : l'industrie automobile, une évolution emblématique des évolutions économiques et sociales après 1945 en France et en Allemagne, Volkswagen et Renault.

Période	Volkswagen	Renault
1945-reconstruction	Volkswagen et Renault sont deux des constructeurs automobiles les plus connus au monde. Depuis 1945, les deux sociétés ont connu des parcours différents mais parfois similaires, et ont suivi des trajectoires différentes dans leur développement et leur croissance.	
	Volkswagen, qui avait produit la célèbre «Coccinelle» pour le régime nazi, a été récupéré par les forces d'occupation britanniques et américaines et nationalisé en Allemagne de l'Ouest.	Pendant ce temps, Renault a également été nationalisé en France et est devenu un acteur clé de la reconstruction économique du pays.
1950-60	Volkswagen a connu un grand succès avec la Coccinelle, qui est rapidement devenue l'une des voitures les plus vendues au monde. En revanche, Volkswagen a poursuivi son expansion avec le lancement de la Golf, qui est rapidement devenue la voiture la plus vendue en Europe.	Renault a d'abord connu des difficultés en raison de la concurrence étrangère sur le marché français. Cependant, Renault a finalement réussi à lancer la Renault 4, qui est devenue l'une des voitures les plus populaires en Europe. Renault a continué à se développer avec le lancement de la Renault 16, qui a connu un grand succès en France et dans d'autres pays européens.
1970-1990	Volkswagen a connu une période difficile en raison de la concurrence accrue sur le marché européen. Pour faire face à cette concurrence, Volkswagen a lancé la Passat et la Golf GTI, qui ont connu un grand succès. Dans les années 1980, Volkswagen a continué son expansion internationale en acquérant des marques telles que Audi et Seat.	Renault, de son côté, a connu une période de croissance rapide grâce à des acquisitions stratégiques, telles que la prise de contrôle de la marque automobile américaine American Motors. Dans les années 1980, Renault a lancé la Renault 25, qui a connu un succès commercial important en Europe. La société française a également connu des difficultés financières au cours de cette décennie.
1990-2000	Au cours des années 1990, Volkswagen a poursuivi sa croissance internationale en se concentrant sur le marché asiatique.	Renault a lancé la Twingo et la Clio, qui ont été très populaires en Europe. En 1999, Renault a également acquis une participation majoritaire dans Nissan, qui est devenu un élément clé de la stratégie de l'entreprise pour se développer à l'échelle mondiale.
	Les deux sociétés ont également poursuivi leur développement dans les pays émergents tels que la Chine, l'Inde et le Brésil.	

Pour l'étude des migrations, des ressources en allemand sont disponibles sur les sites suivant :

- [Migration – Erde](#) (Diercke Weltatlas);
- [Migrationsströme auf den westlichen](#) (Conseil européen, Conseil de l'UE) ;
- [Asylgeschäftsstatistik Januar 2023](#) (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge).

Références bibliographiques et sitographie

Manuels et instruments de travail

- [sans auteur], *Horizonte II. Geschichte für die Oberstufe*, Brunswick (Westermann), 2003.
- Christine Bard, *Les femmes dans la société française du XX^e siècle*, Paris (Armand Colin), 2003 (2^e édition).
- Dominique Barjot, « Histoire économique et historiographie française : crise ou renouveau ? », *Histoire, économie & société*, 2012/2 (31^e année), p. 5-27. Disponible [en ligne](#).
- Peter Geiss et Guillaume Le Quintrec (dir.), *Histoire/Geschichte : L'Europe et le monde depuis 1945, manuel d'histoire franco-allemand. Terminale*, Paris (Nathan), 2013.
- Hans Stark, « L'Allemagne et l'Union économique et monétaire. Entre volonté d'intégration européenne et affirmation des intérêts nationaux », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2020/3 (N° 233), p. 81-93. Disponible [en ligne](#).
- Jean Vigreux, *Croissance et contestations (1958-1981)*, Paris (Seuil), 2014.
- Bernd Zielinski, « L'unification économique de l'Allemagne en 1990. Une thérapie de choc controversée », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011/2 (n° 110), p. 97-110. Disponible [en ligne](#).

Les historiens de la transition économique de la RDA en France et en Allemagne

- Agnès Arp et Élixa Goudin-Steinmann, *La RDA après la RDA. Des Allemands de l'Est racontent*, Paris (Nouveau monde éditions), 2020.
- Marcus Böick, *Die Treuhand. Idee-Praxis-Erfahrung, 1990-1994*, Göttingen (Wallstein Verlag), 2018.
- Emmanuel Droit, « L'histoire internationale en Allemagne depuis 1990. Origines, renouvellements, perspectives », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2014/4 (N° 124), p. 123-139. Disponible [en ligne](#).

Pour aller plus loin

- Andreas Fahremeir, *Deutschland, Globalgeschichte einer Nation*, Munich (C.H. Beck), 2020.
- Ilko-Sascha Kowalczyk, *Die Übernahme. Wie Ostdeutschland Teil der Bundesrepublik wurde*, Munich (C.H. Beck), 2019.
- Anne-Marie Le Gloannec, *L'État en Allemagne. La République fédérale après la réunification*, Paris (Presses de Sciences Po), 2001.
- Anne-Marie Le Gloannec, *L'Allemagne, entre isolement et globalisation*, *Études*, 2011/10 (Tome 415), p. 295-304. Disponible [en ligne](#).
- Marie-Bénédicte Vincent, *Une nouvelle histoire de l'Allemagne, (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris (Perrin), 2020.

Sitographie

Ressources sur l'Allemagne

- Sur le site du *Bundeszentrale für politische Bildung* :
 - [Wirtschaftsentwicklung von 1945 bis 1949](#)
 - [Wirtschaft in beiden deutschen Staaten \(Teil 1\) Ökonomische Entwicklung der Bundesrepublik 1945 bis 1961](#)
 - [Wirtschaft in beiden deutschen Staaten \(Teil 2\) Wirtschaftliche Entwicklung und Lebenslage in der DDR](#)
 - [Die soziale Situation in Deutschland](#)
- Sur le site du *Lebendiges Museum Online* :
 - [Soziale Marktwirtschaft](#)
 - [Geteiltes Deutschland](#)
- Un article de *Blick* paru le 2 septembre 2015 : « [Historiker Heinrich-August Winkler über die Führungsrolle Deutschlands in der EU und das Verhältnis zu Amerika : «Einem deutschen Sonderweg kann es nicht geben»](#) »
- Un article du *Spiegel* paru le 28 août 2017 : « [Wie sozial ist die soziale Marktwirtschaft?](#) »
- Un article du *Spiegel* paru le 1^{er} juillet 2014 : « [Das sind Deutschlands größte Familienunternehmen](#) »
- Un dossier thématique du site *Politik-Almanach* : « [Wirtschaftliche Entwicklung Deutschlands](#) »
- Le site officiel de statistiques fédérales : [Destatis, Statistisches Bundesamt](#).

Ressources sur la France

- [Mai 1968 : les barricades - Histoire analysée en images et œuvres d'art | https://histoire-image.org/](#)
- [Mai 1968 : l'antigaullisme - Histoire analysée en images et œuvres d'art | https://histoire-image.org/](#)
- [Immigrés et syndicats - Histoire analysée en images et œuvres d'art | https://histoire-image.org/](#)
- [Quand les femmes s'émancipent \(1/2\) - Regarder le documentaire complet | ARTE](#)
- [Quand les femmes s'émancipent \(2/2\) - Regarder le documentaire complet | ARTE](#)

Couple franco-allemand

- GERBET Pierre, «Le rôle du couple franco-allemand dans la création et le développement des Communautés européennes», in Henri Ménudier (dir.), *Le couple franco-allemand en Europe*, Paris (Presses Sorbonne Nouvelle), 1993, p. 24-53. URL : <https://books.openedition.org/psn/5701?lang=fr>
- LEQUESNE Christian, SCHILD Joachim, « La relation franco-allemande et la relance de l'Union européenne », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2018/4 (N° 226), p. 33-47. URL : <https://www.cairn.info/revue-allemande-d-aujourd-hui-2018-4-page-33.htm>
- SCHILD Joachim, « 20 ans après : la France et l'Allemagne dans la nouvelle Europe », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 100 | 2011, mis en ligne le 1er mars 2012, consulté le 16 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4219>.
- THOMANN Pierre-Emmanuel, « Le couple franco-allemand et la dimension géopolitique de la crise de l'euro », *Hérodote*, 2013/4 (n° 151), p. 39-59. URL : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2013-4-page-39.htm>
- <https://www.arte.tv/fr/videos/087982-000-A/la-paix-et-le-couple-franco-allemand/>
- <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/11/KNAEBEL/60911>
- [La paix et le couple franco-allemand - Série : les tops de l'UE | ARTE](#)